Entretien paru dans « Flash », 27 janvier 2011

ENTRETIEN SUR LE FRONT NATIONAL DE MARINE LE PEN

Le Front national ? De droite ou de gauche ? Hier « national-libéral », aujourd'hui campant sur des positions qu'Emmanuel Todd ne renierait pas. A votre avis, Marine Le Pen est-elle de droite ou de gauche ?

Quelle importance ? Croyez-vous vraiment que les gens qui votent aujourd'hui pour le FN (ce qui n'est pas mon cas) se posent la question ? L'immense majorité des Français ne savent plus ce qu'est la gauche et la droite, ou ne font plus de différence entre elles. Quant à toutes les discussions byzantines sur les tares supposées du « discours populiste », les « manipulations » dont il ferait l'objet ou la « banalisation » des idées du FN, elles passent totalement à côté de la plaque. Leur seul but est de détourner l'attention.

Tout le monde convient aujourd'hui que le FN est sorti renforcé des élections cantonales. Le fait essentiel révélé par ces élections, qui sont en elles-mêmes assez peu de choses, c'est que la progression en voix du FN entre les deux tours (de 620 000 au premier tour à 915 000 au second) montre que ce parti dispose désormais de réserves de voix qu'il n'avait pas auparavant. Plus important encore, il en dispose dans les mêmes proportions, que ce soit dans un duel face à la droite ou dans un duel face à la gauche. Cela permet déjà de répondre à votre question.

Que faut-il en déduire ?

La droite, aujourd'hui, n'en finit pas de remâcher ses déceptions, tandis que la gauche a structurellement perdu tout lien avec les ouvriers et les employés qui constituent aujourd'hui encore 60 % des actifs. Les dirigeants de l'UMP qui ont claironné qu'ils préféraient voter pour un candidat socialiste plutôt que pour le FN ont rendu à Marine Le Pen le plus grand service dont elle pouvait rêver : quelle plus formidable preuve peut-il y avoir, en effet, d'une connivence systémique reliant entre eux le PS et l'UMP que de voir leurs représentants proclamer d'eux-mêmes qu'ils se sentent plus proches les uns des autres que du FN, dont ils disent ne pas partager les « valeurs » ? Quand des responsables d'un parti supposé de droite disent préférer un parti supposé de gauche au FN, que peuvent encore signifier les mots de « droite » et de « gauche » ?

Le constat qui s'impose est simple : la Nouvelle Classe (ce que Marine Le Pen appelle le « système UMPS ») est aujourd'hui totalement discréditée – phénomène qui n'est d'ailleurs pas propre à la France. Les cantonales ont montré que ce discrédit atteint même désormais les élus locaux. Il se trouve que le FN, après avoir été diabolisé pendant des décennies, est aujourd'hui le seul parti qui, à tort ou à raison, échappe à ce discrédit. C'est pourquoi il

apparaît à beaucoup comme une alternative crédible ou une valeur-refuge. Le paradoxe étant que c'est au moment même où, pour la première fois, une majorité de Français estiment que le FN devrait être « considéré comme un parti comme les autres », qu'il est en même temps considéré comme… suffisamment différent des autres pour pouvoir incarner une alternative face à la classe politique en place.

Si le FN n'est pas au pouvoir, au moins-a-t-il celui de fixer l'agenda du débat. Hier, l'insécurité et l'immigration. Désormais, la question sociale, le mondialisme et l'éventuelle sortie de l'euro. Susciter le débat d'idées à défaut de gouverner, serait-ce son lot éternel ?

Personnellement, je trouve au contraire qu'il n'y a strictement aucun débat autour des idées du Front national. Il n'y a que des débats stratégiques – sur le thème : comment l'empêcher de progresser ? –, qui sont justement le contraire des débats d'idées. Vous péchez, d'autre part, par optimisme. Ce n'est pas parce qu'il fixe l'agenda des débats que l'on parle du FN. On en parle parce qu'il a commencé à prendre acte de la réalité de cet agenda et qu'il prend position par rapport à lui d'une façon qui paraît différente des autres.

Comme on le lisait récemment dans une note de la Fondation Res Publica, il faut accepter l'idée que « la remontée du FN a quelque chose à voir avec le réel, et pas seulement avec des sentiments ou des peurs ». Or, le réel, c'est d'abord que les classes moyennes et les classes populaires réalisent qu'elles sont les grandes perdantes de la globalisation capitaliste libérale, dont la Nouvelle Classe favorise l'accélération à marche forcée. Et que la crise des finances publiques prive l'Etat des moyens qui lui avaient permis jusqu'ici de soutenir la cohésion sociale et de contenir l'ampleur des mécontentements. L'accroissement vertigineux des inégalités de revenu et de patrimoine, la montée du chômage, la destruction programmée des services sociaux, l'imposition d'un libre-échangisme dérégulé, la suppression de toute protection face aux effets économiques, sociaux, mais aussi culturels et démographiques de la globalisation, la mise en œuvre, dans l'espoir de faire baisser une dette publique contractée au profit des banques, de programmes de « rigueur » dont les plus pauvres ou les moins aisés font les frais, ce sont là les données premières auxquelles les classes moyennes et populaires sont confrontées.

Tous les sondages montrent que pour les Français, le problème n° 1 est la situation économique et sociale, ce problème passant bien avant l'immigration, y compris chez les électeurs du Front. De ce point de vue, la critique de la globalisation est payante, puisque tous les autres partis en sont au contraire les défenseurs. Mais ce serait une erreur de croire que le FN est devenu de ce seul fait une machine à gagner.

Le FN rebutait jadis l'électorat féminin et celui des classes moyennes. L'« effet Marine » semble avoir changé la donne en passant de la culture de témoignage à celles du gouvernement… Simple effet de mode ou révolution copernicienne ?

La vieille question de savoir si les femmes préfèrent voter pour des femmes ou pour des hommes n'a jamais été définitivement tranchée (globalement, il semble bien quand même qu'elles préfèrent voter pour des hommes). Cela dit, il est bien de vouloir devenir un parti de gouvernement, au lieu de rester un simple rassemblement de mécontents. C'est néanmoins un objectif difficile à remplir, non seulement en raison des difficultés intrinsèques (la chose est plus facile à dire qu'à faire), mais aussi parce qu'il faut devenir à la fois aussi crédible que peut l'être un parti de gouvernement, mais en même temps assez différent des autres partis de gouvernement pour continuer à s'en distinguer. Que l'idée d'une alliance UMP-FN progresse dans les esprits est de ce point vue une donnée des plus équivoques. Compte tenu de l'électorat populaire du FN, une telle alliance équivaudrait au « baiser de la mort ». Etre un

vrai parti de gouvernement tout en restant original, cela pourrait signifier parvenir à comprendre, et à faire comprendre, que même un changement de politique n'aboutira à rien s'il ne s'accompagne pas d'un changement des paradigmes idéologiques dominants.

Devenir un parti de gouvernement, cela suppose aussi de remédier à une implantation locale gravement déficiente, en s'appuyant sur des responsables ayant su rompre avec toutes les manies, tares et obsessions caractéristiques de leur famille d'origine. De ce point de vue, il reste sans doute beaucoup à faire.

Laïcité, république, jacobinisme, islam… Des notions qui reviennent au cour du débat politique, grâce ou à cause du FN. Le régionalisme serait-il donc un débat obsolète ? L'Europe n'aurait-elle plus d'avenir ? Quant au fait religieux, appartiendrait-il désormais au passé ?

Sur tous ces sujets, vous le savez, je suis en désaccord avec Marine Le Pen. Je suis hostile au jacobinisme, et je n'ai pas une conception sectaire de la laïcité. L'une des grandes demandes de notre temps est la demande de reconnaissance. Refuser de reconnaître, c'est créer les conditions d'une réapparition brutale de ce dont on a voulu nier l'existence. Je crois qu'en voulant exiger des communautés qu'elles se rendent invisibles, on les condamne à se manifester de façon convulsive. Je ne crois pas non plus que nationalité et citoyenneté soient nécessairement synonymes. J'admets enfin que les religions veuillent acquérir une visibilité publique, ce qui ne veut pas dire qu'elles soient autorisées à imposer leurs normes.

Au reste, dans l'époque d'indifférentisme et de matérialisme pratique où nous vivons, les croyances religieuses ne sont plus que des opinions parmi d'autres. L'individualisme a fait son œuvre : on croit désormais sans appartenir, on appartient sans plus croire à grand-chose. On se fait des spiritualités à la carte, dont on attend au fond la même chose que d'une thalassothérapie ou d'une thérapie comportementale : se sentir « bien dans sa peau ». Une chose est sûre : les religions, en Occident, ne sont plus en position d'imposer, comme par le passé, leurs valeurs particulières à la société globale.

Les sondages montrent par ailleurs que la majorité des sympathisants du FN sont, non pas favorables, mais hostiles à la suppression de l'euro et à la sortie de l'Union européenne. L'euro était et demeure une idée excellente, qui n'aurait pas eu les effets négatifs que l'on sait si cette monnaie unique n'avait pas été indexée sur l'ancien mark allemand, sans tenir compte de la disparité de niveaux entre les pays européens, et surtout si son instauration était allée de pair avec la mise en place d'un système de protection douanière aux frontières de l'Europe, ce qui n'a pas été le cas.

Soyons positifs. Au vu de la situation actuelle, donnez-nous quelques raisons d'espérer, cela dit sans vous commander ?

Ne me faites pas croire que vous avez besoin d'espérer pour entreprendre ! Vouloir être « positif » à tout prix me paraît être une concession à la mode de l'optimisme à l'américaine. Cela dit, il y a toujours des raisons d'espérer. Il y en a d'autant plus qu'on touche le fond, même si certains préfèrent visiblement continuer à creuser. L'époque nihiliste, chaotique et crépusculaire dans lequel nous vivons est par définition une époque de transition, un inter-règne. Un monde s'achève, un autre lui succédera. L'avantage, quand une époque se termine, c'est qu'on est fondé à attendre un nouveau commencement.

Alain de Benoist